

Brochure n° 3287

Convention collective nationale  
IDCC : 1947. – **NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE  
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

---

AVENANT N° 16 DU 11 JUILLET 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET À LA VALEUR DU POINT  
AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2012  
NOR : ASET1251272M  
IDCC : 1947

---

Entre :  
La FNBM,  
D'une part, et  
La FNCB CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés.

**Article 2**

*Grille des minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail  
à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012*

Valeur du point : 5,68 €.

Partie fixe en euros :

- coefficient 100 : 860 ;
- coefficient 105 : 834 ;
- coefficient 110 : 810 ;
- coefficient 115 : 785 ;
- coefficient 120 : 759 ;
- coefficient 125 : 741 ;
- coefficients 135 et suivants : 705 ;
- coefficients au-dessus de 135 : 705.

*Personnel ouvrier*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
I	AB	100	1 428
II	1 C	105	1 430
	2 D	110	1 435
III	1 E	115	1 438
	2 F	125	1 451
	3 G	135	1 472
IV	1 H	150	1 557
	2 I	170	1 671
	3 J	200	1 841

*Personnel administratif, commercial et technique*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
ACT1		100	1 428
ACT2	1	110	1 435
	2	120	1 441
ACT3	1	135	1 472
	2	150	1 557
ACT4		170	1 671
ACT5	1	190	1 784
	2	210	1 898
ACT6	1	240	2 068
	2	270	2 239
ACT7	1	320	2 523
	2	370	2 807

*Agents de maîtrise*

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
AM1		190	1 784
AM2	1	230	2 011
	2	270	2 239
AM3	1	320	2 523
	2	370	2 807

NIVEAU	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
C1	280	2 295
C2	360	2 750
C3	420	3 091
C4	460	3 318
C5	480	3 431
C6	510	3 602
C7	550	3 829
C8	600	4 113

**Article 3***Valeur du point d'ancienneté*

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, la valeur du point d'ancienneté est fixée à 6,06 €.

**Article 4***Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

**Article 5***Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

**Article 6***Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

**Article 7***Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 11 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)